



IMPOT

FORFAITAIRE

UNIQUE

**LES VOIES
DE RECOURS**

Contenu

- » Vous contestez votre contribution ?
- » Vous sollicitez une remise gracieuse ?

1. Vous contestez votre contribution ?

L'Administration Fiscale vous donne la possibilité d'introduire une réclamation contentieuse, en vu de :

- ✓ réparer une erreur commise dans la détermination de votre imposition (bases imposables, taux appliqués, calcul des montants dus, ... etc.),
- ✓ bénéficier d'un droit résultant d'une disposition législative ou réglementaire.

Stades de la procédure contentieuse :

Il vous est précisé que les divers stades de la procédure contentieuse dont vous disposez sont les suivantes :

- Recours Préalable auprès de l'Administration Fiscale,
- Recours auprès de la Commission de Recours de Daïra, des impôts directs et de la TVA,
- Recours auprès du Tribunal Administratif.

1^{er} stade : Recours Préalable auprès de l'Administration Fiscale :

Le recours préalable constitue une étape obligatoire de la procédure contentieuse. Il consiste à introduire votre réclamation contentieuse auprès du Chef du Centre de Proximité des Impôts (CPI) dont dépend le lieu d'imposition, dans un délai de six (06) mois à compter de la date de la notification définitive de l'IFU.

Le traitement contentieux se fera au niveau du Service Principal du Contentieux.

Il convient de vous préciser que vous ne pourrez saisir les autres voies de recours qu'après rejet total ou partiel de votre réclamation, sauf en l'absence de décision prononcée dans les délais prévus pour statuer, vous avez la possibilité de saisir directement le Tribunal Administratif.

2^{ème} stade : Recours devant la Commission de recours de Daïra des impôts directs et de la TVA

En vu de contester la décision de rejet total ou partiel de la réclamation contentieuse initialement introduite, il vous est accordé un recours auprès de la Commission de Recours de Daïra du lieu d'exercice de votre activité, à adresser au président de la commission.

Le recours devant la commission ne peut avoir lieu après la saisine du tribunal administratif.

Si la commission ne s'est pas prononcée dans le délai prévu de quatre (04) mois, le silence vaut rejet implicite du recours.

3^{ème} stade : Recours auprès du Tribunal Administratif

La saisine du juge par une requête introductive d'instance constitue la dernière phase de la procédure contentieuse, dite juridictionnelle à déposer au greffe du tribunal administratif. Celle-ci peut avoir lieu après la notification d'une décision de rejet total ou partiel, prononcé suite à une réclamation contentieuse (recours préalable) ou un recours contentieux introduit auprès de la commission de recours de daïra, que celle-ci intervient, avant ou après expiration des délais prévus pour statuer sur les dites réclamations.

Par ailleurs, si aucun avis de décision du Chef du CPI ne vous parvient, après expiration des délais prévus, vous avez la possibilité de saisir le Tribunal Administratif.

L'arrêt rendu par le Tribunal Administratif, peut faire l'objet d'appel devant le Conseil d'Etat dans les conditions prévues par le code de procédure civile et administrative (CPCA).

Conditions de recevabilité en la forme

La réclamation est établie sous la forme d'une simple lettre, non soumise au droit de timbre.

Par ailleurs, pour que celle-ci soit recevable en la forme, vous devez indiquer :

- ✓ la contribution contestée (montant de l'IFU) ;
- ✓ la notification définitive (C n°) objet de contestation ;
- ✓ l'exposé sommaire des moyens et des conclusions ;
- ✓ la signature manuscrite.

A l'introduction de la réclamation, un récépissé vous sera remis par l'Administration Fiscale.

Mandat

Vous avez la possibilité d'introduire votre réclamation ou votre recours auprès de la commission de recours par une tierce personne, justifiant d'un mandat, établi sur un imprimé fourni par l'administration fiscale, non soumis au droit de timbre, ni à la formalité de l'enregistrement.

Sursis Légal de Paiement (SLP)

Le sursis légal de paiement vous permet de suspendre le paiement des droits et pénalités d'assiette contestés en vous acquittant d'une partie du montant de l'imposition contestée auprès de la Recette du CPI, égale à 20% dudit montant contesté, jusqu'à l'intervention de la décision de l'Administration Fiscale, et ce, lors de l'introduction de votre réclamation contentieuse au titre du recours préalable.



Téléphone :
021-59-51-51/poste :
Fax : 021-59-53-47
2170/2193



E-mail :
contact_dgi@mf.gov

SITE DGI :
www.mfdgi.gov.dz.dz



Adresse :

Immeuble Ahmed
Francis Cité Malki,
Ben Aknoun

Si votre réclamation fait l'objet d'un recours auprès de la Commission de Recours de Daïra, suite à une décision de rejet total ou partiel, vous pouvez vous acquitter à nouveau d'un montant égal à 20% des droits et pénalités restants en litige. Toutefois, le montant total à acquitter au titre des deux phases de recours ne peut dépasser les 40% des droits et pénalités contestés après dégrèvement partiel.

Il convient de vous signaler que pour bénéficier du sursis légal de paiement, il y'a lieu de :

- ✓ introduire votre réclamation dans le délai prévu ;
- ✓ solliciter le sursis légal de paiement dans votre réclamation ou recours en précisant le montant total contesté ;
- ✓ justifier le paiement des 20% du montant total contesté, en joignant la quittance de paiement.

(Cf. art. 74 et 81-2 du CPF)

Par ailleurs, vous avez la possibilité de bénéficier d'un sursis légal de paiement lors de la phase juridictionnelle, établi conformément aux dispositions de l'article 834 du Code des procédures civiles et administratives (CPCA).

Exemple

Vous contester un montant total de l'IFU de 200.000 DA. Un sursis légal de paiement de 20% vous est accordé au titre du recours préalable, égal à :

$$200.000 \text{ DA} \times 20\% = 40.000 \text{ DA}$$

Le Chef du CPI émet une décision de dégrèvement partiel pour un montant de 50.000 DA.

Vous introduisez un recours auprès de la Commission de Recours de Daïra pour contester le montant de 150.000 DA restant en litige. Un sursis légal de paiement de 20% est accordé à nouveau, égal à :

$$150.000 \text{ DA} \times 20\% = 30.000 \text{ DA}$$

Montant total acquitté correspond à 47% du montant restant en litige, soit :

$$40.000 \text{ DA} + 30.000 \text{ DA} = 70.000 \text{ DA}$$
$$70.000 \text{ DA} / 150.000 \text{ DA} = 47\%$$

A ce titre, vous ne devez vous acquitter pour le second sursis que de 20.000 DA, calculé comme suit :

$$150.000 \text{ DA} \times 40\% = 60.000 \text{ DA}$$
$$60.000 \text{ DA} - 40.000 \text{ DA} = 20.000 \text{ DA}$$

Si par ailleurs, le montant acquitté du 1^{er} sursis dépasse les 40% du montant restant en litige, le surplus vous sera restitué.

2. Vous sollicitez une remise gracieuse ?

Vous avez la possibilité en cas d'indigence ou de gêne ne vous permettant pas de vous libérer envers le Trésor, de solliciter la bienveillance de l'Administration Fiscale ayant pour objet la remise (abondant en totalité) ou la modération (abondant en partie) :

- ✓ de l'impôt forfaitaire unique régulièrement établie,
- ✓ d'impôts ou d'amendes fiscales que vous avez encourues pour inobservation des prescriptions légales.

La demande doit être formulée sur papier libre à adresser au Directeur des Impôts de la Wilaya dont dépend le lieu de l'imposition, et être accompagnées de l'avertissement ou, à défaut, de la production de cette pièce, indiquer le numéro de l'article du rôle sous laquelle figure l'imposition qu'elles concernent, ceci étant, sans condition de délais de présentation.

La décision du recours gracieux est prononcée par :

- ✓ le Directeur Régional des Impôts territorialement compétent, après avis de la commission instituée à cet effet, lorsque la cote (impôts et pénalités d'assiette) ou l'amende excède la somme de 500.000 DA,
- ✓ le Directeur des Impôts de Wilaya, après avis de la commission instituée à cet effet, à l'échelon de wilaya, lorsque la cote ou l'amende fiscale est inférieur ou égale à la somme de 500.000 DA.

Par ailleurs, la décision prises par le Directeur des Impôts de Wilaya est susceptible de recours devant le Directeur Régional des Impôts territorialement compétent.



Téléphone :
021-59-51-51/poste :
Fax : 021-59-53-47
2170/2193



E-mail :
contact_dgi@mf.gov

SITE DGI :
www.mfdgi.gov.dz



Adresse :

Immeuble Ahmed
Francis Cité Malki,
Ben Aknoun



طرق الطعن

الشرعية الجزائية الوحيدة

المحتوى

« تحتجون على الضرائب المفروضة عليكم؟

« تطلبون تخفيض ولاءي؟

لا يمكن الاحتجاج في كل الحالات بهذه المطبوعة ضد الإدارة الجبائية ،

مديرية العلاقات العمومية و الاتصال

المعلومات الواردة فيها ما هي إلا على سبيل البيان



الهاتف

021-59-51-51/

مكتب: 2170/2193

الفاكس

021-59-53-47



البريد الإلكتروني

contact_dgi@mf.gov

الموقع الإلكتروني

www.mfdgi.gov.dz



العنوان

مبني أحمد فرانسيس

حي مالكي

بن عكنون

1. تحتجون على الضرائب المفروضة عليكم ؟

إدارة الضرائب تعطيك إمكانية أن تقدموا شكوى ضريبية، ليتم:

- ✓ استدراك الأخطاء المرتكبة عند تحديد ضرائبكم (وعاء الضريبة، المعدلات المطبقة، حساب المبالغ المستحقة، ... الخ)،
- ✓ الاستفادة من حق ناتج عن حكم تشريعي أو تنظيمي

مراحل الطعن

يشار إليكم أن لديكم ثلاث مراحل للطعن :

- ✓ الإجراءات الأولية لدى إدارة الضرائب،
- ✓ الإجراءات لدى لجنة الطعن للدائرة للضرائب المباشرة و الرسم على القيمة المضافة
- ✓ الإجراءات المتبعة أمام المحكمة الإدارية.

المرحلة الأولى : الإجراءات الأولية لدى إدارة الضرائب

المرحلة الأولى للطعن تتمثل في تقديم شكاكم الضريبية لرئيس المركز الجوارى للضرائب (CPI) التابع له مكان فرض الضريبة، في أجل ستة (06) أشهر ابتداء من تاريخ الإخطار النهائي للضريبة الجزافية الوحيدة.

عملية معالجة الشكوى تتم على مستوى المصلحة الرئيسية للطعن. ينبغي أن يوضح لكم أن الإجراءات الأولية تعد خطوة إلزامية في إجراءات الطعن. لهذا الغرض، لا يمكنكم رفع الدعوى مباشرة لدى المحكمة الإدارية.

المرحلة الثانية : الإجراءات المتبعة أمام لجنة الطعن للدائرة للضرائب المباشرة والرسم على القيمة المضافة

تمنح لكم مرحلة ثانية للطعن لدى لجنة الطعن للدائرة التابعة لمقر شاطكم، موجّهة إلى رئيس اللجنة من أجل الاعتراض على قرار الرفض الكلي أو الجزئي للشكوى الضريبية الأولية.

إذا كانت اللجنة لم تعلن القرار في غضون الفترة المنصوص عليها بأربعة (04) أشهر، الصمت هو بمثابة رفض ضمنى للطعن.

المرحلة الثالثة: الإجراءات المتبعة أمام المحكمة الإدارية

الطعن أمام المحكمة الإدارية بعريضة تفتتح بها الدعوة تمثل المرحلة النهائية لإجراءات الطعن، المسماة بالقضائية المرسلّة إلى كتابة الضبط للمحكمة الإدارية. يمكن أن يتم ذلك بعد الإخطار بقرار رفض كلي أو جزئي، معن عقب شكوى ضريبية (إجراءات أولية) أو طعن مقدم لدى لجنة الدائرة، كان ذلك قبل أو بعد انقضاء الأجل المحددة إعلان القرار بشأن هذه الشكاوي.

(المادة 82-1 من ق.أ.ج)

كذلك، إذا لم يتم إعلامكم بالقرار من طرف رئيس المركز الجوارى للضرائب، عند انقضاء الأجل المحددة، فإنه يمكنكم التّقدم إلى المحكمة الإدارية.

يمكن الطعن في الحكم الذي أصدرته المحكمة الإدارية لدى مجلس الدولة على النحو المنصوص عليه في قانون الإجراءات المدنية و الإدارية.

(المادة 90 من ق.أ.ج)

شروط القبول في الشكل

الشكوى تقدم على شكل رسالة عادية، لا تخضع لحقوق الطابع. (المادة 73-2 و 83-1 من ق.أ.ج)

كذلك، لتكون هذه الشكوى مقبولة شكلياً، يجب عليكم :

- ذكر الضريبة المعترض عليها (مبلغ الضريبة الجزافية الوحيدة) ;
- الإخطار النهائي (C n°9) موضوع الاعتراض ;
- عرض ملخص للوسائل و الاستنتاجات ;
- التوقيع باليد.



الهاتف

021-59-51-51/

مكتب: 2170/2193

الفاكس

021-59-53-47



البريد الإلكتروني

contact_dgi@mf.gov

الموقع الإلكتروني

www.mfdgi.gov.dz



العنوان

مبنى أحمد فرانسيس

حي مالكي

بن عكنون

عند تقديم الشكوى، يسلم لكم وصل استلام من طرف الإدارة الجبائية.

الوكالة

يمكنكم تقديم شكاكم أو طعنكم لدى لجنة الطعن عن طريق شخص آخر، يستظهر وكالة قانونية، محررة على استمارة تقدم لكم من طرف الإدارة الجبائية، غير خاضعة لحقوق الطابع ولإجراءات التسجيل.

(المادة 75 من ق.ا.ج)

إرجاء الدفع

إرجاء الدفع يسمح لكم بتعليق دفع الحقوق والعقوبات على الوعاء المعترض عليه عن طريق دفع جزء من المبلغ المتنازع عليه إلى قباضة الضرائب التابعة للمركز الجوارى للضريبة، يساوي 20 % من هذا المبلغ، حتى صدور قرار الإدارة الجبائية، وهذا، عن تقديمكم لشكوى ضريبية في إطار الإجراءات الأولية.

إذا كانت شكاكم محل طعن أمام لجنة الطعن للدائرة، بعد قرار رفض كلي أو جزئي، يمكنكم دفع مجددا مبلغ 20 % من الحقوق والعقوبات المتبقية في النزاع. مع ذلك، المبلغ الإجمالي الواجب دفعه بمقتضى المرحلتين لا يجب أن يتجاوز 40 % من مجموع الحقوق والعقوبات المعترض عليها بعد تخفيض جزئي.

ينبغي أن يشار إليكم، انه للاستفادة من إرجاء الدفع، يجب :

- تقديم شكاكم في الأجال المحددة ;
- طلب إرجاء الدفع في شكاكم أو عنكم مع تحديد المبلغ الإجمالي المعترض عليه ;

- إثبات دفع 20% من المبلغ الإجمالي المعترض عليه، مع إلحاقه بإيصال للدفع. (المادة 74 و 81-2 من ق.ا.ج)

أيضا، يمكنكم إرجاء الدفع في طور الاجراءات لدى المحكمة الإدارية متبعا وفقا لأحكام المادة 834 من قانون الإجراءات المدنية و الإدارية.

(المادة 82 من ق.ا.ج)

مثال

تعترضون على مبلغ إجمالي للضريبة الجزافية الوحيدة بقيمة 200.000 د.ج. تحصلون على إرجاء بالدفع بنسبة 20 % في اطار الإجراءات الأولية، بقيمة :

$$200.000 \text{ د.ج.} \times 20\% = 40.000 \text{ د.ج.}$$

رئيس المركز الجوارى للضرائب يتخذ قرار بتخفيض جزئي بقيمة 50.000 د.ج.

تقومون برفع طعن لدى لجنة الطعن للدائرة للاعتراض على مبلغ 150.000 د.ج المتبقي موضوع النزاع. تحصلون على إرجاء بالدفع بنسبة 20 % مرة أخرى، بقيمة :

$$150.000 \text{ د.ج.} \times 20\% = 30.000 \text{ د.ج.}$$

المبلغ الإجمالي المدفوع يقدر بنسبة 47 % من المبلغ المتبقي محل النزاع، كما يلي :

$$40.000 \text{ د.ج.} + 30.000 \text{ د.ج.} = 70.000 \text{ د.ج.}$$
$$70.000 \text{ د.ج.} / 150.000 \text{ د.ج.} = 47\%$$

على هذا الأساس، لا يجب عليكم دفع في اطار إرجاء الدفع الثاني، إلا قيمة 20.000 د.ج، محسوب كالأتي :

$$150.000 \text{ د.ج.} \times 40\% = 60.000 \text{ د.ج.}$$

$$60.000 \text{ د.ج.} - 40.000 \text{ د.ج.} (\text{الأجل الأول}) = 20.000 \text{ د.ج.}$$



الهاتف

021-59-51-51/
مكتب: 2170/2193

الفاكس

021-59-53-47



البريد الإلكتروني

contact_dgi@mf.gov

الموقع الإلكتروني

www.mfdgi.gov.dz



العنوان

مبنى أحمد فرانسيس
حي مالكي
بن عكنون

في حالة ما إذا كان مبلغ الإرجاء الأول المدفوع يتجاوز نسبة 40 % من المبلغ المتبقي موضوع النزاع، المبلغ الفائض يتم إرجاعه إليكم.

2. تطلبون تخفيض ولائي ؟

يمكنكم في حالة العوز أو ضيق يجعلكم في حالة عجز على إبراء ذمتكم إزاء الإدارة الجبائية، طلب الإعفاء (ترك كلي) أو التخفيف (ترك جزئي) :

- للضريبة الجزافية الوحيدة المفروضة عليكم قانونا،
- للزيادات و الغرامات الجبائية المترتبة على عدم الامتثال للالتزامات القانونية.

الطلب يجب أن يحضر على ورق عادي موجه إلى المدير الولائي للضرائب الذي يتبع له مكان فرض الضريبة، مع إرفاقها بالإنذار، وفي حالة عدم تقديم هذا الأخير، يذكر رقم المادة من الجدول التي سجلت تحتها الضريبة المعنية بطلب الإعفاء، وهذا دون شرط اجل التقديم.

قرارات الطعن الولائي يتم إعلانها من طرف :

- المدير الجهوي للضرائب المختص إقليميا، بعد اخذ رأي اللجنة التي يتم إحداثها لهذا الغرض ، عندما تفوق الحصة الضريبية (الضرائب و العقوبات على الوعاء) أو الغرامات مبلغ 500.000 د.ج.
- المدير الولائي للضرائب ، بعد اخذ رأي اللجنة التي يتم إحداثها لهذا الغرض، على مستوى الولاية ، عندما تكون الحصة الضريبية أو الغرامات الضريبية لا تتجاوز أو تساوي مبلغ 500.000 د.ج.

كذلك، القرارات الصادرة من المدير الولائي للضرائب يمكن الطعن فيها أمام المدير الجهوي للضرائب المختص إقليميا.